

KASIA STREK

/ ITEM

Le prix du choix
The Price of Choice



KASIA STREK

/ ITEM

Lauréate du Prix
Camille Lepage 2018

Le prix du choix

L'intégrité physique, considérée comme une autonomie personnelle et l'autodétermination de l'être humain sur son propre corps, est un droit fondamental. Pourtant, à travers le monde, des femmes se voient refuser ce droit en raison d'un manque d'accès à la contraception et à l'avortement médicalisé.

Dans les pays où la tradition et la religion font office de lois, ces droits sont parmi les plus difficiles à défendre et peuvent être une source majeure de stigmatisation sociale. L'accès à l'avortement est une question de politique et de pouvoir : qui peut décider du droit à la fécondité et à la procréation de la femme ?

Bien que des procédures sûres existent pour l'interruption médicale de grossesse, 164 femmes en moyenne meurent chaque jour des suites d'avortements à risque et illégaux (selon l'Organisation mondiale de la santé), et près de 90 % vivent dans les pays en développement. Chaque année, plus de 25 millions d'avortements, soit la moitié de toutes les procédures recensées dans le monde, sont considérés comme dangereux.

Sans accès aux centres de santé pratiquant les IVG et souvent privées des méthodes modernes de contraception, peu informées sur la sexualité féminine et la procréation, ces femmes sont obligées de mener à terme leur grossesse non désirée et parfois dangereuse, ou alors doivent recourir à des solutions à haut risque. La plupart de ces femmes sont mineures, victimes de viol ou atteintes de pathologies. Les études montrent que les législations restrictives n'empêchent pas les avortements mais empêchent l'accès des femmes à des soins de santé de qualité et représentent donc un risque pour elles, notamment pour les femmes pauvres et sans instruction. De telles lois entraînent des taux de mortalité maternelle plus élevés, en moyenne trois fois plus élevés, que dans les pays où l'avortement est légal. En 2019, l'IVG est toujours interdite ou extrêmement restreinte dans 123 pays.

Aujourd'hui, un siècle après l'octroi du droit de vote aux femmes dans certains pays, les droits des femmes sont encore menacés, y compris dans les nations développées telles que la Pologne, l'Italie et les États-Unis, pour n'en citer que trois, où les lois que l'on pensait bien établies sont fragilisées. J'ai réalisé ce reportage non seulement pour raconter l'histoire de ces femmes, mais également pour rappeler que le changement n'est complet et permanent qu'une fois qu'il est accessible à tous et compris et accepté par la majorité.

Kasia Strek

Certains noms de personnes et de lieux ont été modifiés pour protéger les femmes dont il est question dans le reportage.

Le reportage sur l'Égypte a été financé par le Prix Camille Lepage (2018).

Le reportage sur le Salvador a été financé par la bourse de la Fondation Jean-Luc Lagardère.

Pologne

En octobre 2016, 150 000 personnes sont descendues dans la rue pour manifester contre le durcissement de la loi sur l'avortement en Pologne, mon pays d'origine, qui disposait déjà des restrictions parmi les plus strictes d'Europe. Dans ce pays où le gouvernement est ultra-conservateur et où l'Église catholique jouit d'une grande influence, la législation sur l'avortement est un sujet d'actualité et très controversé.

L'accès à l'IVG chirurgicale est difficile malgré les dispositions légales autorisant l'avortement dans certaines circonstances spécifiques : lorsque la vie ou la santé de la femme est en danger, ou en cas de viol, d'inceste ou de grave anomalie fœtale. De nombreux médecins et hôpitaux font valoir une « clause de conscience » qui leur permet de refuser de pratiquer l'IVG, et ce sans avoir à donner la moindre explication. En cas de viol, la victime doit fournir des éléments de preuve, et pour les cas médicaux, le diagnostic doit être confirmé par au moins deux médecins.

Selon les chiffres officiels, entre 600 et 1 000 avortements sont pratiqués chaque année en Pologne. Mais le Centre polonais de recherche sur l'opinion publique estime que le chiffre exact avoisinerait les 100 000 à 150 000, en incluant les procédures illégales et les IVG médicamenteuses, en Pologne ou dans des cliniques en Slovaquie, République tchèque et Allemagne.

Philippines

Le taux de fécondité aux Philippines est très élevé et la loi interdit l'avortement, quelles que soient les circonstances. L'accès légal aux services de contraception moderne, au planning familial et à l'éducation sexuelle n'a été introduit qu'en 2012, avec l'adoption de la Loi sur la parentalité responsable et la santé reproductive, très controversée et ayant fait l'objet d'un débat houleux. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population continue de se fier aux méthodes naturelles de contraception telles qu'approuvées par l'Église catholique.

Chaque année, plus de 600 000 Philippines auraient recours à l'IVG (selon le Guttmacher Institute), et chaque jour, trois à cinq femmes en moyenne meurent des suites de procédures dangereuses, certaines alors même qu'elles sont à l'hôpital et que les médecins refusent de traiter les patientes qui présentent les symptômes d'un avortement auto-provoqué.

Égypte

En Égypte, l'IVG est illégale, sauf si la vie de la femme est en danger. Cependant les fatwas, qui prévalent souvent sur le droit pénal, peuvent autoriser la procédure dans certaines circonstances. Cette zone de flou génère un commerce lucratif pour de nombreux médecins, qui pour certains profitent de leurs patientes, leur demandant même parfois des faveurs sexuelles, pouvant aller jusqu'au viol, en échange de la procédure médicale. La violence et le harcèlement sexuels sont des expériences courantes pour beaucoup d'Égyptiennes, plus de 95 % déclarant avoir déjà subi une forme de violence sexiste. Les femmes doivent garder leur virginité intacte jusqu'au mariage et sont tenues pour responsables si elles la perdent, même en cas de viol. Les crimes d'honneur sont encore fréquents en Égypte, et lorsqu'une femme jette le déshonneur sur sa famille, elle peut être rejetée, voire tuée par ses proches. C'est pourquoi des

milliers de femmes ont recours à des procédures d'IVG illégales. Les célibataires et les victimes de viol qui se retrouvent enceintes n'ont d'autre choix que de recourir à l'avortement clandestin, sinon elles seront bannies de leur communauté et de la société, et donc forcées d'abandonner leur famille et leur vie.

Outre ces préjudices commis au nom de la tradition, la situation politique actuelle de l'Égypte impose davantage de restrictions aux femmes. Depuis 2014, année où Abdel Fattah al-Sissi a accédé au pouvoir, plusieurs organisations de défense des droits des femmes ont été fermées tandis que d'autres sont sous étroite surveillance ou bien menacées de diverses façons.

Salvador

Le Salvador souffrirait de la pire situation au monde en termes de droit à l'IVG, et la condition des femmes n'est pas en reste, le postulat de base étant que la femme est coupable. Depuis l'adoption d'une loi restrictive en 1998, une femme victime d'une fausse couche ou accouchant d'un enfant mort-né peut être arrêtée et accusée de meurtre. Selon les rapports, 147 procès ont été intentés contre des femmes qui auraient avorté clandestinement et qui ont été accusées d'homicide involontaire, volontaire ou aggravé, et condamnées à des peines allant jusqu'à 45 années d'emprisonnement. Plus de la moitié des femmes ont été signalées par le personnel médical des hôpitaux publics où elles étaient allées demander de l'aide.

Le Salvador, pays de gangs, est également le pays d'Amérique latine où le taux de féminicides est le plus élevé. La vie d'une femme n'a aucune valeur. Les femmes enceintes se retrouvent souvent dans une impasse : avorter signifie qu'elles risquent la prison, mais mener à terme une grossesse non désirée est impensable et beaucoup choisissent le suicide.

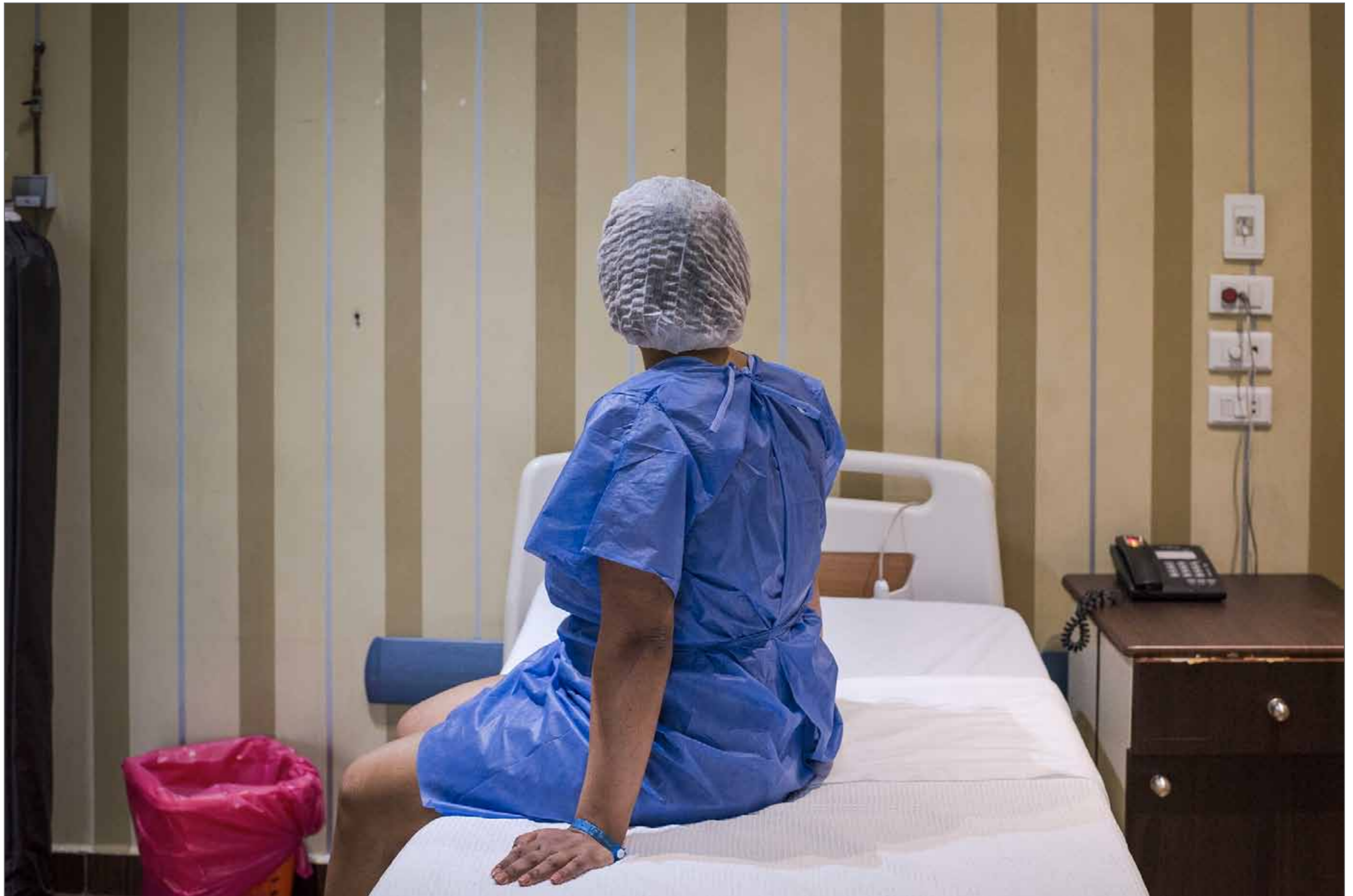
Irlande

Les événements survenus en République d'Irlande nous ont prouvé que le changement était possible. Le peuple irlandais a modifié la constitution lors d'un référendum organisé le 25 mai 2018. Avant cette date, la vie de l'enfant à naître et celle de la mère revêtaient la même importance et l'avortement était interdit. L'élément déclencheur de ce changement a été la mort en 2012 de Savita Halappanavar, qui s'était vu refuser une IVG alors qu'elle faisait une fausse couche à l'hôpital de Galway. Les associations pro-avortement ont alors entamé une nouvelle bataille pour changer les mentalités et la législation. En février 2016, le Comité contre la torture de l'ONU a condamné l'Irlande pour non-respect des droits des femmes et, en juin 2016, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a appelé l'Irlande à modifier sa loi sur l'avortement, affirmant que les femmes faisaient l'objet de « traitements cruels, inhumains et dégradants ».

En Irlande, des milliers de personnes se sont mobilisées autour de cette cause, et beaucoup d'entre elles ont raconté leurs expériences personnelles, souvent relayées par les médias locaux et à travers des projets artistiques, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de la situation et à un changement dans cette société traditionnellement conservatrice. Aujourd'hui en Irlande, l'avortement est autorisé sans restriction pendant les douze premières semaines de grossesse, et sous certaines conditions strictes une fois passé ce délai.

LIEU D'EXPOSITION

ÉGLISE DES DOMINICAINS



Wala (39 ans) ne voulait pas d'enfants. Lorsqu'elle est tombée enceinte, elle a paniqué. Elle a vécu à l'étranger et vient d'une famille aisée et cultivée, pourtant elle n'a jamais pu se résoudre à le leur dire : sa mère aurait insisté pour qu'elle garde le bébé, car en Égypte la naissance d'un enfant porte bonheur et l'avortement risque de déclencher la colère d'Allah contre la famille.
Le Caire, Égypte, décembre 2018.
© Kasia Strek / Item

Wala (39) never wanted to have kids, and panicked when she fell pregnant. Although she comes from a wealthy, educated family and has lived abroad, she could never tell them. Her mother would insist on her keeping the baby, as in Egypt a child brings good luck, and abortion could cause the anger of Allah to strike the family.
Cairo, Egypt, December 2018.
© Kasia Strek / Item

KASIA STREK

/ ITEM

Winner of the 2018
Camille Lepage Award

The Price of Choice

Physical integrity, in the sense of personal autonomy and self-determination over one's own body, is a fundamental human right, yet the right is denied to many women around the world who do not have access to contraception and/or safe abortion.

In countries where lives are governed by rules set by tradition and religion, such rights are some of the most difficult to defend and can be a major source of social stigma. Access to abortion is highly politicized, and is a question of power: who has the power to decide on a woman's fertility and reproduction?

Even though safe procedures exist for medical termination of pregnancy, an average of 164 women die every day from unsafe, illegal abortions (according to the World Health Organization), and nearly 90% are in developing countries. Every year more than 25 million unsafe abortions are performed, almost half of all terminations.

Women without counselling and abortion facilities, often without easy access to modern contraceptive methods, and with little knowledge of female sexuality and reproduction, are forced to carry to term unwanted and sometimes life-threatening pregnancies, or otherwise to resort to high-risk solutions. Many of these cases are juveniles, victims of rape, or women with health problems.

Studies have shown that restrictive legislation does not prevent abortions, but rather prevents access to safe medical care, and thus puts women at risk, in particular poor and uneducated women. Such laws bring higher maternal mortality rates, on average three times higher than in countries with legal abortion. In 2019 abortion is still banned or substantially restricted in 123 countries.

Today, a century after women in some countries were first granted the right to vote, there are still threats to women's rights, even in developed countries such as Poland, Italy and the United States of America, to name only three, where laws thought to be well established are proving to be fragile. I undertook this work not just to tell the stories, but also as a reminder that change is not fully and permanently accomplished until it is accessible to all and understood and accepted by the majority.

Kasia Strek

Certain names and locations have been changed to protect the women concerned.

The report on Egypt was funded by the Camille Lepage Award (2018). The report on El Salvador was funded by the Jean-Luc Lagardère Foundation grant.

Poland

In October 2016, 150,000 people took to the streets to protest against proposed changes to the abortion law in Poland, my home country, which already had some of the most restrictive conditions in Europe. With the ultra-conservative government and the influence of the Catholic Church, legislation on abortion is a topical and controversial subject.

Access to surgical abortion is problematic, even though there is legal provision for termination in specific circumstances: when the woman's life or health is in danger, or in cases of rape, incest or severe fetal abnormality. Many doctors and hospitals invoke a "conscience clause" allowing them to refuse to perform abortions, and without any explanation. In cases of rape, the victim has to present legal evidence, and for medical cases, the diagnosis has to be confirmed by at least two doctors.

According to official records, there are between 600 and 1000 abortions a year in Poland, but estimates by the Center for Public Opinion Research set the actual number between 100,000 and 150,000; this includes illegal procedures and medication abortion, either in Poland or in clinics in Slovakia, the Czech Republic and Germany.

Philippines

The Philippines has one of the highest fertility rates in East Asia, and abortion is banned by law under all circumstances. Legal access to modern contraceptive services, counselling and sex education was only introduced in 2012 with the Responsible Parenthood and Reproductive Health Act which was highly controversial and the subject of heated debate. Today, more than 50% of the population still rely solely on natural birth control as approved by the Catholic Church.

It is estimated that every year more than 600,000 Filipino women have abortions (according to the Guttmacher Institute); and every day an average of three to five women die because of unsafe procedures, some of them even in hospital when medical practitioners refuse to treat patients presenting with signs of self-induced abortion.

Egypt

In Egypt, abortion is illegal except for cases when the woman's life is in danger. However, fatwas, which often prevail over criminal law, may authorize the procedure in certain circumstances. This gray zone generates good business for many medical practitioners, with some taking advantage of their patients, sometimes even asking for sexual favors, or raping women in exchange for the medical procedure.

Sexual violence and harassment are common experiences for many Egyptian women, with more than 95% saying they have been subjected to some form of gender-based violence. Women must protect their virginity until they marry, and are blamed for losing it, even in cases of rape. Honor crimes are still common in Egypt, and if a woman brings disgrace on her family, she can be

rejected or even killed by relatives. Thousands therefore resort to illegal procedures. Single women and pregnant victims of rape have little choice: they either choose to undergo an illegal procedure, or they will be forced to abandon families and lives, being cast out of their communities and society.

In addition to such prejudice in the name of traditional culture, the current political situation in Egypt imposes further limits on women. Since 2014, when Abdel Fattah el-Sisi became president, a number of women's rights organizations have been closed down, while others are under surveillance or are threatened in different ways.

El Salvador

El Salvador is said to have the worst situation in the world for abortion, and no doubt for women, the assumption being that the woman is guilty. Since restrictive legislation was passed in 1998, a woman who suffers a miscarriage or stillbirth can be taken into custody and accused of murder. Records show 147 court cases of women who allegedly had abortions and who were charged with manslaughter, homicide or aggravated homicide, and given sentences of up to 45 years. More than half of the women were reported by medical staff at the public hospitals where they went seeking help.

El Salvador, the land of gangs, is also the country with the highest number of women murdered in Latin America. A woman's life has no value. For pregnant women there is little to no choice; risking prison if they have an abortion, yet unable to face the prospect of an unwanted pregnancy, many resort to suicide.

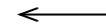
Ireland

Events in the Republic of Ireland prove that change is possible. By national referendum on May 25, 2018, the Irish people changed the constitution. Previously the life of the unborn child and the life of the mother were considered to be equally important, and abortion was banned.

A major change occurred after the death in 2012 of Savita Halappanavar who was refused an abortion while miscarrying at Galway hospital. Pro-choice associations began a new struggle to change attitudes and the law. In February 2016, the UN Committee Against Torture condemned Ireland for failing to respect women's rights, and in June 2016 the UN Human Rights Committee called on Ireland to amend the legislation on abortion, claiming that women were subjected to "cruel, inhuman and degrading treatment."

In Ireland, thousands rallied to the cause, and many told their personal stories, often presented by local media and in artistic projects, thus contributing to a better understanding of the situation, and bringing about change in this traditionally conservative society. In Ireland today, abortion is allowed without restriction during the first 12 weeks of the pregnancy, and later under certain strict conditions.

EXHIBITION VENUE
ÉGLISE DES DOMINICAINS



L'hôpital Fabella demande aux femmes de quitter la maternité dans les 24 heures après la naissance, et il a réduit le nombre d'accouchements pris en charge pour se concentrer sur les cas les plus difficiles. Malgré ces mesures, il n'y a toujours pas assez de lits, et parfois jusqu'à quatre femmes doivent partager le même. En raison du manque de personnel, ce sont les mères expérimentées qui expliquent aux jeunes mamans comment s'occuper de leur nouveau-né. Manille, Philippines, avril 2017.

© Kasia Strek / Item

Fabella hospital advises women to stay no more than 24 hours after giving birth and has reduced the number of deliveries, concentrating mostly on complicated cases. But there is still not enough space for everyone, and as many as four women can share one bed. Because of staff shortages, experienced mothers explain to mothers of first babies how to care for their newborn children.

Manila, Philippines, April 2017.

© Kasia Strek / Item

PHOTO #1

Deux jours avant le référendum sur l'avortement en Irlande, un groupe féministe du nom de Rosa a réalisé une performance artistique dans le centre de Dublin. Près de 40 femmes habillées comme les personnages de *La Servante écarlate* ont défilé dans les rues et sur les berges de la Liffey afin de sensibiliser le public aux droits des femmes en matière de procréation.

République d'Irlande, mai 2018.

© Kasia Strek / Item

Two days before the referendum on abortion in Ireland, a feminist group named Rosa organized an artistic performance in the center of Dublin. About 40 women dressed as characters from *The Handmaid's Tale* marched through the streets and by the River Liffey to raise awareness on reproductive rights.

Dublin, Republic of Ireland, May 2018.

© Kasia Strek / Item



© Mathias Benguigui

Kasia Strek (born in 1989) is a Polish photojournalist based in Paris and Warsaw. She graduated from The Academy of Fine Arts in Lodz, Poland, and received scholarships to the Ecole Nationale des Beaux-Arts in Lyon, France, and the Queensland College of Art at Griffith University in Brisbane, Australia. Since 2017 she has been a member of the French Collective ITEM. Her work combines art, narrative on social issues, and research into human nature.

Documentary photography provides Kasia Strek with a way of taking action, of engaging in society and directing attention to issues she considers to be

important and under-reported, focusing on social inequalities, environmental issues and women's rights.

She is a recipient of the Camille Lepage award (2018) and a Grant from the Jean-Luc Lagardere Foundation (2018), both supporting her long-term commitment to the subject of women's reproductive health and access to abortion around the world.

Publications include: *Time Magazine, The New Yorker, Le Monde, Libération, Paris Match, Le Figaro Magazine, Le Parisien Week-end, Polka, 6Mois, La Croix, Le Pèlerin, Gazeta Wyborcza, Tygodnik Powszechny, and Twój Styl.*